

INTERVIEW

QUESTION SOCIALE

Nous sommes tous des proieeets !

Entretien : Luc Caregari

Dans « **Le temps des investis : essai sur la nouvelle question sociale** », le philosophe et fondateur du collectif « **Cette France-là** » et de la maison d'édition new-yorkaise **Zone Books**, **Michel Feher**, propose de repenser les résistances à l'hégémonie de la finance.

woxx : Dans votre livre, vous tenez à différencier le néolibéralisme comme mode de gouvernement et la financiarisation du capitalisme. Pourquoi ?

Michel Feher : Si on ramène le néolibéralisme à ses origines, il s'agit d'un programme et d'un mode de gouvernement développé à la fin de la Seconde Guerre mondiale, à un moment où les libéraux sont assez inquiets. C'est le moment où les politiques keynésiennes triomphent et où les libéraux - comme Joseph Schumpeter - commencent à se dire que le capitalisme, c'est foutu. Et qu'à l'Ouest aussi on va vers le socialisme, pas seulement à l'Est. Mais on n'y va pas par la révolution ou la ferveur révolutionnaire des masses : on y va par les politiques contracycliques keynésiennes d'intervention dans le marché. Les libéraux disent que les marchés sont faussés à mesure que les États interviennent, ce qui petit à

petit encouragerait le socialisme rampant. Schumpeter, qui était un libéral classique, est assez pessimiste quand il meurt en 1950, en prédisant que même les États-Unis basculeraient dans le socialisme un ou deux ans plus tard.

Et les néolibéraux dans tout ça ?

Les néolibéraux, ce sont les gens que va rassembler Friedrich Hayek autour de lui dans la Société du Mont-Pèlerin, qui sont les ordolibéraux allemands, des personnes de l'école de Chicago, mais aussi des gens de la London School of Economics en Angleterre, qui inspireront les politiques thatchériennes. Pour tous ces gens, c'est vrai que le libéralisme est en danger, mais qu'on peut le sauver.

« Chez les néolibéraux, il faut protéger les marchés contre les gens. »

Comment voulaient-ils procéder ?

Pour eux, le problème, c'est la contradiction entre le libéralisme politique et le libéralisme écono-

mique. Le libéralisme politique, en instituant la liberté d'association et la démocratie représentative, enraye les mécaniques du libéralisme économique. La liberté d'association, ça donne les syndicats, qui selon Hayek fonctionnent comme des monopoles, donc finissent par fausser le marché du travail. Les élections sont problématiques, dans la mesure où les salarié-e-s s'identifient de plus en plus à leur condition - du fait des syndicats et des partis socialistes -, et vont donc voter pour les partis qui la défendent. Et vu que ceux-ci sont dans la majorité, c'est mal barré pour les libéraux. Or, on ne peut pas supprimer la démocratie partout, comme au Chili plus tard.

Le problème était donc de rendre compatibles libéralisme économique et démocratie.

Oui, cela a été fait sur deux axes : premièrement l'abandon du laisser-faire, de la vieille idée que le marché va s'autoréguler. Les néolibéraux partent du postulat que les marchés sont fragiles et qu'ils ont besoin de la protection de l'État. Ils prônent donc un retournement de la formule keynésienne, qui voulait protéger les gens les plus fragiles contre les rudesses du marché. Chez les néolibéraux, il

faut protéger les marchés contre les gens, en tout cas les démagogues socialistes. C'est donc une politique qui veut empêcher l'État d'outrepasser ses droits : règles d'or, dévolution de la politique monétaire, banques centrales dites indépendantes, privatisation du service public pour ne garder que les services qui ne seront jamais rentables, et remplacement des politiques contraignantes par des politiques contractuelles - comme les droits de polluer. Du côté de la démocratie, il faut faire en sorte que les salarié-e-s cessent de s'identifier aux partis qui prétendent les représenter. Il faut leur apprendre à se considérer comme des entrepreneur-euse-s. Cela passe par un certain nombre de mesures comme l'accès à la propriété privée, les contrats privés pour l'assurance maladie ou les pensions par capitalisation. Le catalogue allait même plus loin : Milton Friedman voulait remplacer l'enseignement public par un système de « vouchers » pour des écoles privées. Tout ça pour que les gens, impliqués par leur capital dans le système, soient soucieux de la bonne tenue des marchés - dont ils dépendent maintenant. Cela les rend aussi plus ouverts à des baisses d'impôts, leurs dépenses ayant augmenté par tous les remboursements de crédits qu'ils doivent payer.

© ETIKA



Pour Michel Feher, il est temps de repenser les clivages de notre société pour rendre la résistance plus efficace.

Quelle différence donc avec la financiarisation du capitalisme ?

Ma thèse, c'est en fait que toutes les politiques néolibérales ont été mises en œuvre, mais que ça n'a pas produit ce qui avait été annoncé. Le résultat, ce n'est pas une population soucieuse de maximiser ses propres profits, mais des gérant-e-s de portefeuilles soucieux-euses de maximiser leur crédit financier aussi bien que réputationnel et spéculatif. Ce n'est pas la même chose.

« Il faut faire en sorte que les salarié-e-s cessent de s'identifier aux partis qui prétendent les représenter. »

D'où vient ce hiatus ?

C'est par la mise en œuvre des politiques néolibérales que ce type de sujet est apparu. D'autre part, les néolibéraux, surtout les pères fondateurs, ne voyaient pas le monde de la finance d'un bon œil - Hayek par exemple n'aimait pas la finance : il disait que c'était du capital fictif. Les Hayekiens du Cato Institute voulaient

qu'on laisse tomber les banques en 2008, parce qu'ils considéraient qu'elles avaient raté leur coup. Du coup, ces gens n'ont pas pensé la financiarisation du capitalisme, même s'ils l'ont produite.

« Dès lors que je valorise le projet de quelqu'un, j'agis en investisseur. »

Est-ce qu'une société vivant dans un capitalisme financiarisé à outrance, comme le Luxembourg, est tout simplement vivable ?

Je ne dirais pas ça : la critique sur l'économisation du monde s'adresse aux politiques néolibérales. C'est l'idée de faire de toute relation humaine une relation marchande. La financiarisation du capitalisme, ce n'est plus une question de coûts et de bénéfices, mais une spéculation sur l'évolution du crédit. On est plutôt dans une situation où le crédit est à la fois moral et financier. La différence est qu'on n'est pas dans un monde où l'empire de l'économie s'est tout approprié, mais dans un monde où la séparation entre ce qui est économique et pas économique est en train de s'estomper.

Vous faites aussi une différence entre les couples employé-e et employeur-euse ainsi qu'investi-e et investisseur-euse - où est cette différence ?

Le couple employé-e et employeur-euse, c'est le rapport qui permet l'exploitation capitaliste selon Marx. Un-e employé-e qui agit comme marchand-e de son travail, de sa force de travail, que l'employeur-euse achète. Il ou elle n'est pas payé-e à la valeur des marchandises qu'il ou elle crée, mais à sa force de travail. Les employeur-euse-s ne voient donc que des commerçant-e-s : leurs client-e-s, comme leurs employé-e-s ou fournisseur-euse-s. Les investisseur-euse-s pour leur part ne voient pas des commerçant-e-s, mais des projets qui méritent d'avoir du crédit - des gens à évaluer. C'est donc un pouvoir d'évaluation et de sélection, et non pas un pouvoir d'extorsion. Si ce n'est pas le même couple, si ce n'est pas le même rapport de pouvoir, il n'appelle pas non plus le même type de résistance.

Qui sont les investisseur-euse-s ? Celles et ceux qui ont investi dans une pension privée le sont aussi un peu.

Absolument. Mon idée est que nous sommes des investisseur-euse-s et

des investi-e-s, de la même manière que dans le monde libéral nous étions tous des acheteur-euse-s et des vendeur-euse-s. Par exemple, un hedge fund, c'est un investisseur, mais c'est aussi un investi dans le sens où il est dépendant de ses propres actionnaires et que sa survie dépend du crédit qu'ils et elles vont lui accorder. Mais d'un autre côté quand j'achète un produit, je donne aussi un crédit à une certaine marque. Dès lors que je valorise le projet de quelqu'un, j'agis en investisseur. Cela dit, il y a toujours des gens qui sont plus investisseur-euse-s qu'investi-e-s, et l'inverse.

« Le temps des investis : essai sur la nouvelle question sociale » est paru aux éditions La Découverte.